

ASSOCIATION SÉCURITÉ EST LAUSANNOIS

**Règlement de fonctionnement
du Comité de direction
Sécurité Est Lausannois**

Rappel :

Dans ce règlement, la forme masculine s'applique invariablement aux hommes et aux femmes.

Organisation**Article premier**

Le Comité de direction s'organise lui-même.

Il nomme un vice-président pour la durée de la législature. Il désigne au début de chaque législature un secrétaire, ce dernier pouvant être celui du conseil intercommunal (statuts : article 20).

Bureau et autres délégations**Article 2**

Le Comité de direction peut désigner un bureau exécutif.

Il peut désigner une ou plusieurs délégations temporaires ou permanentes chargées d'examiner des questions spécifiques ou de le représenter.

Le Comité de direction définit les compétences du bureau et des délégations.

Vacance**Article 3**

En cas de vacance (statuts : article 19, alinéa 3), le président, à défaut le vice-président en informe le président du Conseil intercommunal, afin qu'il soit pourvu sans retard à son remplacement.

Séances**Article 4**

L'ordre du jour, établi par le président, est remis au minimum 3 jours avant la séance à chaque membre du Comité de direction, accompagné des pièces annexes, s'il y a lieu.

Outre les séances extraordinaires (statuts : article 21), le Comité de direction tient des séances ordinaires selon un calendrier préétabli au début de chaque année.

Le Comité de direction ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente.

Procès-verbal**Article 5**

Chaque séance du Comité de direction fait l'objet d'un procès-verbal (statuts : article 21, alinéa 2) qui ne rapporte que les décisions. Chaque membre du Comité de direction peut faire inscrire son opinion au procès-verbal lors d'une décision.

Les décisions du Comité de direction, consignées dans le procès-verbal, sont irrévocables sous réserve de faits nouveaux.

Délibérations**Article 6**

Le Comité de direction délibère à huis clos. Toutefois, il peut se faire assister dans ses délibérations par des collaborateurs ou des mandataires dont les avis lui paraissent nécessaires pour la discussion de questions déterminées.

Chaque membre du Comité de direction est tenu au secret des délibérations.

Incompatibilités**Article 7**

Un membre du Comité de direction ne peut participer aux délibérations qui l'intéressent à titre privé ou qui concernent l'un de ses parents ou alliés à l'un des degrés définis par l'article 48 LC.

La même règle s'applique aux délibérations concernant une personne morale de droit privé à l'administration de laquelle un membre du Comité de direction collabore à titre prépondérant.

Compétences financières**Article 8**

Le Comité de direction est seul compétent pour décider, dans le cadre du budget, l'engagement de toute dépense supérieure à CHF 15'000.00 ; en outre le Comité de direction peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles jusqu'à CHF 50'000.00 par cas, la justification de la dépense étant incluse ultérieurement dans une demande de crédit complémentaire.

Rémunération**Article 9**

Le montant affecté à la rémunération des membres du Comité de direction est fixé par le conseil intercommunal au début de chaque législature.

Adopté par le Comité de direction dans sa séance du

AU NOM DU COMITE DE DIRECTION

Le président

Le secrétaire

G. Reichen

D-H Weber